

Prélude

Al-Balagh, 31 janvier 1946.

Les Égyptiens ont enfin lu le mémorandum du gouvernement égyptien au gouvernement britannique demandant les négociations, ainsi que la réponse du gouvernement britannique à ce mémorandum.

Ils ont lu ces deux documents après avoir insisté avec la plus grande insistance pour que leur gouvernement prenne une mesure décisive — qu'il rédige son mémorandum afin de recevoir sur celui-ci la réponse des Britanniques, et afin que les Égyptiens sachent où ils en étaient et ce qu'on voulait pour eux.

Et nous devons noter — avec beaucoup de tristesse et d'amertume — que les Égyptiens ont réellement déployé des efforts violents pour contraindre leur gouvernement à faire ce pas. La guerre avait à peine déposé ses fardeaux que le Wafd réclamait les pleins droits de l'Égypte dans un mémorandum explicite, libre de tout détour ou distorsion, clair et libre de toute ambiguïté ou obscurité, fort et libre de toute faiblesse ou fragilité. Puis le peuple se mit à presser le gouvernement de poursuivre, par les voies officielles, la réalisation des revendications nationales. Les ministres se bouchèrent alors les oreilles un certain temps, jusqu'à ce que, se trouvant acculés et ne voyant plus d'échappatoire à la parole et à l'action, ils choisissent la parole et ajournent l'action ; et c'est ainsi que notre Premier ministre déclara au Parlement, à la fin du mois d'août, qu'il ne négligerait aucune occasion d'entrer en négociations avec l'alliée pour la réalisation des revendications nationales. Les ministres et le Parlement s'endormirent sur cette déclaration un mois entier, ne disant rien et ne faisant rien, tandis que le peuple continuait de dire et de dire, de réclamer et d'insister dans sa réclamation, les ministres plongés dans un sommeil qu'aucune voix du peuple ne pouvait atteindre — jusqu'à ce qu'ils fussent réveillés par une seule voix qu'ils redoutaient plus que celle du peuple tout entier : la voix de Sidqi Pacha, qui leur reprocha leur politique consistant à gagner du temps, pour une raison que Dieu connaît, que Sidqi Pacha connaît, que les ministres connaissent, et que les Égyptiens connaissent presque aussi.

C'est alors que le comité politique, à la voix si lointaine et à la renommée si vaste et si ample, se réunit, et décida que le moment présent, en septembre, était le plus propice de tous pour entamer les négociations, et le Conseil des ministres approuva cette décision. Puis les

ministres s'endormirent, et le comité politique s'endormit, et le Parlement poursuivit son sommeil, et le peuple continuait de dire et de dire, de réclamer et d'insister dans sa réclamation, tandis que les illustres dirigeants et les hommes politiques chevronnés demeuraient plongés dans un sommeil profond qu'aucune voix du peuple ne pouvait atteindre. Et les journaux britanniques se félicitaient de leur sommeil, louant leur préférence pour la tranquillité et leur souci du repos, raillant l'éveil du peuple et sa revendication de l'évacuation et de l'unité de la vallée du Nil — jusqu'à ce que le groupe fût réveillé par une voix qu'il redoutait plus que celle du peuple, et plus que celle de Sidqi Pacha : la voix de M. Bevin, qui déclara un jour au Parlement britannique qu'il n'avait reçu de l'Égypte aucune demande officielle d'entrer en négociations. Et Sidqi Pacha fut le plus rapide du groupe à se réveiller, car il est, semble-t-il, le plus âgé d'entre eux, celui qui dort le plus légèrement, le plus fin de sens, et le plus averti d'entre tous quant au sens où soufflent les vents. Sidqi Pacha tempêta et s'emporta, donna son avertissement, puis démissionna. Et les choses se poursuivirent entre sommeil et réveil repris, jusqu'à ce que les grands lutteurs et les petits lutteurs se levassent, et suscitassent une crise — une vraie crise — et démissionnassent, ou menaçassent de démissionner, et le comité politique approuva ce qu'ils voulaient, et le Conseil des ministres hésita puis céda, et approuva ce que voulaient les grands et les petits lutteurs, et ce que voulait le comité politique, et rédigea le mémorandum et l'envoya aux Anglais, et il partit vers eux en tardant dans son voyage, lent dans sa marche, tout comme ses auteurs avaient tardé à le concevoir, et avaient été lents à l'écrire, et avaient hésité à l'envoyer. Et le gouvernement égyptien ne cessa d'hésiter sur ce mémorandum depuis la fin du mois d'août jusqu'au vingt décembre. Ce jour-là arriva le mémorandum égyptien, resplendissant de beauté, éblouissant de grâce, détournant une joue et dévoilant l'autre, comme le dit Bashar, au Foreign Office britannique ; et les Britanniques le reçurent avec un accueil tiède et un recueil calme, et se mirent à dormir tout comme les Égyptiens avaient dormi. Mais le climat de la Grande-Bretagne n'invite pas au sommeil comme y invite le climat de l'Égypte, si bien que les Britanniques ne dormirent qu'un mois, tandis que les Égyptiens dormirent mois après mois après mois. Et enfin les Britanniques se réveillèrent, encore engourdis de ce bref sommeil, et répondirent au mémorandum égyptien. Chose étrange, ils se réveillèrent précisément au moment où le ministre égyptien des Affaires étrangères d'une part, et les grands et petits lutteurs d'autre part, suscitaient cette crise qui était la leur à propos du Conseil de sécurité et de sa compétence à examiner la question égyptienne. Mais leur réveil à ce moment précis

n'était que pure coïncidence, ni plus ni moins, car le vacarme était fort et le vacarme était troublant. Les Iraniens présentaient leur affaire au Conseil de sécurité, les Syriens et les Libanais menaçaient de présenter leur affaire au Conseil de sécurité, les Russes présentaient l'affaire de la Grèce et l'affaire de l'Indonésie au Conseil de sécurité, et le ministre égyptien des Affaires étrangères annonçait que l'Égypte ne présenterait pas son affaire au Conseil de sécurité. Et toutes ces voix ensemble faisaient un grand vacarme, un tumulte, une confusion, et la voix du ministre égyptien des Affaires étrangères était, seule, la voix douce, légère, aimable, gracieuse. Et les gens divergent sur ce qui a réveillé les Anglais : était-ce la rudesse de ces voix discordantes présentant leurs affaires au Conseil de sécurité ou menaçant de les présenter ? Ou était-ce la douceur de cette voix égyptienne annonçant qu'elle ne présenterait rien du tout au Conseil de sécurité ? Quoi qu'il en soit, les Anglais se réveillèrent — au moment opportun — de leur bref sommeil.

Et leur réveil à ce moment même fut pareillement une pure coïncidence, ni plus ni moins, mais ils se réveillèrent néanmoins, et envoyèrent leur réponse à l'Égypte au moment le plus opportun de tous pour l'envoyer — au moment même où un groupe de ministres démissionnait en signe de protestation contre le ministre des Affaires étrangères et sa voix douce et légère ; et le moment de cette réponse, au cœur de cette crise et au moment le plus opportun de tous pour son arrivée, fut pareillement une pure coïncidence, ni plus ni moins. La réponse britannique ne fut pas moins coquette, ni moins pudique, ni moins encline à la coquetterie et à la réticence, que ne l'avait été le mémorandum égyptien.

Car la réponse britannique arriva, et pourtant n'arriva pas ; elle parvint au Premier ministre, et pourtant ne lui parvint pas. Certains de ses termes se brouillèrent en chemin, si bien qu'on ne put échapper aux questions, aux demandes d'éclaircissement et aux corrections. L'essentiel est que la réponse arriva — au moment opportun — et qu'ainsi la crise se dissipa et l'obscurité se dissipa, et les ministres démissionnaires retournèrent à leurs postes. Et ce matin-là, les Égyptiens lurent le mémorandum du gouvernement égyptien, et la réponse du gouvernement britannique — alors, qu'ont-ils lu ? Ils n'ont rien lu ; car le mémorandum égyptien est tiède à l'extrême, tout en lui trahissant qu'il est la parole d'un peuple endormi, écrit avant qu'il ne se fût pleinement réveillé. Ils l'écrivirent avant que la somnolence n'eût quitté leurs paupières, si bien qu'eux, qui sont les forts, ne furent dotés d'aucune force, et eux, qui sont

les hommes de résolution et de détermination, ne furent dotés ni de résolution ni de détermination. Ils virent, comme un dormeur voit en rêve, qu'ils rédigeaient un mémorandum réclamant les droits nationaux ; et lorsqu'ils s'éveillèrent, ils trouvèrent le mémorandum déjà écrit, et ils l'envoyèrent. Et c'est ainsi que, avec beaucoup de tiédeur et beaucoup de douceur et de mollesse, ils demandent au gouvernement britannique de considérer que le moment est devenu propice pour reconsidérer le traité — parce que ce traité fut signé sous l'influence de circonstances et d'événements qui exigeaient de restreindre l'indépendance égyptienne, et les Égyptiens acceptèrent ces restrictions sous l'influence de ces circonstances et de ces événements, croyant qu'elles étaient temporaires, destinées à disparaître avec la disparition des circonstances et des événements eux-mêmes. Et ces circonstances et ces événements ont en effet disparu, avec la victoire des Alliés et la fondation des Nations unies, et la guerre a épuisé les dispositions du traité, et il est devenu naturel que ces dispositions soient reconsidérées.

Et le mémorandum a fait mention de l'aide de l'Égypte aux Alliés, en une mention générale et vague, innocente de toute clarté ou précision. Et quelle que soit mon opinion sur ce mémorandum, je ne puis négliger deux choses sur lesquelles, je le crois, tous les Égyptiens s'arrêteront longuement.

La première : ce que déclare le mémorandum, à savoir que l'Égypte connaît son devoir de défendre son propre sol, et qu'elle n'hésitera pas à consentir quel que soit le sacrifice nécessaire pour renforcer son armée, afin qu'elle puisse tenir bon face à tout envahisseur jusqu'à ce que lui parviennent les renforts des Alliés et des Nations unies.

Il y a là quelque chose de vraiment curieux — à savoir que l'Égypte, en demandant des négociations, consigne elle-même son incapacité à défendre son sol de façon indépendante. Car le maximum des sacrifices énormes qu'elle consentira se résume à tenir bon face à un envahisseur jusqu'à ce que le secours lui vienne de ses alliés, puis des Nations unies. L'Égypte établit donc, avant même d'entrer dans la moindre négociation, qu'elle restera dans le besoin du secours de ses alliés. Et que demandent les Anglais de plus que cela, quand, tant que l'Égypte reconnaît qu'elle aura toujours besoin du secours de ses alliés britanniques, que reste-t-il à négocier ? Et si ce besoin est établi et reconnu, les Anglais pourraient fort bien dire : pourquoi le secours dont vous avez besoin, de votre propre aveu, ne serait-il pas stationné au lieu le plus proche possible, afin qu'il vous parvienne sans que vous ayez longtemps à l'attendre ? Il serait

préférable qu'il fût stationné sur votre propre sol ; et s'il ne peut être stationné hors de votre sol, il est préférable que des bases soient préparées d'où il puisse venir à votre secours dès son arrivée. Il faudrait donc qu'il y eût sur votre sol des bases aériennes, et dans vos ports des bases navales, et sur votre sol également des bases où l'armée de secours pourrait s'abriter. Et nous devons pouvoir utiliser ces bases dans le délai le plus court possible, car la guerre n'aime pas les retards, et ne sait pas attendre.

Et c'est ainsi que le négociateur égyptien lui-même ouvre la voie à son adversaire britannique pour s'accrocher à l'occupation, ou à ce qui y ressemble. Si ceux qui ont rédigé ce mémorandum avaient été pleinement éveillés lorsqu'ils l'ont rédigé, la moindre vigilance leur aurait permis de se libérer de cette phrase, que je veux croire écrite par erreur et non par dessein.

Quant à la seconde chose, c'est cette phrase qui fut ajoutée au mémorandum comme si elle ne lui avait pas initialement appartenu, ajoutée plutôt par précaution, et jointe à sa fin sans la moindre réserve, comme si ceux qui avaient rédigé le mémorandum avaient oublié quelque chose, puis se l'étaient rappelé, et, pris de court, l'avaient hâtivement ajoutée. Et cette phrase obscure, vague, insérée, jointe au mémorandum au tout dernier moment, est celle qui concerne le Soudan.

Quant au mémorandum britannique, il est magistral dans son habileté politique et dans une franchise qui ne révèle rien du tout. Il informe le gouvernement égyptien qu'il a reçu son mémorandum, s'excuse du retard de sa réponse en raison des circonstances internationales et de son besoin d'étude, et concède le point de vue égyptien, de sorte qu'il n'a aucune objection à ce que les négociations commencent avant la date fixée par le traité.

Le gouvernement égyptien avait demandé qu'une délégation égyptienne se rendît à Londres pour entamer ces négociations ; le gouvernement britannique répondit qu'il enverrait prochainement des instructions à son ambassadeur au Caire pour entamer des conversations préliminaires. Et ainsi, la délégation ne se rendra à Londres qu'après que les conversations préliminaires avec l'ambassadeur auront fait un long chemin, afin que les deux parties puissent discerner quel avantage il y aurait à ce que la délégation se rende à Londres.

Et voilà le premier signe de difficulté — ou, si l'on préfère, le premier signe de refus. Car il semblerait que le gouvernement

britannique ne considère pas le voyage de la délégation à Londres comme aussi facile et simple que le suppose le gouvernement égyptien. Parlons donc en Égypte ; et si nous trouvons l'entretien utile, il pourra se poursuivre outre-mer, sinon nous nous arrêterons où nous sommes, et la délégation égyptienne se sera épargné tout effort et toute peine. Et de quoi, après tout, y a-t-il à parler au Caire ?! La réponse britannique a déjà tracé le sujet de ces conversations à venir, car le gouvernement britannique estime, avant tout, que les principes fondamentaux du traité demeurent sains dans leur essence, tandis que les Égyptiens estiment que ces principes ont perdu tout sens maintenant que la guerre est terminée et que les Nations unies ont été fondées. Parmi ces principes fondamentaux figure le partage entre les Anglais et les Égyptiens de la protection du Canal ; les Égyptiens estiment que ce principe a perdu tout sens maintenant que la guerre est terminée, tandis que les Anglais estiment qu'il demeure sain dans son essence. Les Anglais et les Égyptiens sont tous d'accord sur la nécessité d'une coopération entre les deux États, mais les Anglais fondent cette coopération sur un partenariat entre égaux pour la protection de leurs intérêts. Et le gouvernement travailliste aime le partenariat, et aime la société des intérêts partagés, et aime tout ce qui se rattache au socialisme, car c'est, semble-t-il, un gouvernement socialiste. Jouer avec les mots est l'un des arts de la rhétorique, mais les Égyptiens, semble-t-il, n'aiment ni le partenariat ni l'association ni aucune forme de partage, et ont du socialisme une opinion toute différente. La réponse britannique conclut enfin que le gouvernement britannique a pris note que l'Égypte souhaite que la question du Soudan soit l'objet des négociations.

Et c'est ainsi que les Égyptiens lisent ces deux mémorandums, et sortent de leur lecture sans rien d'autre que crainte, doute et mauvais pressentiment. Quoi qu'il en soit, les Britanniques devraient savoir, et les Égyptiens qui soutiennent cet ordre actuel devraient savoir, que les conversations qui commenceront au Caire seront menées, du côté égyptien, par des hommes qui, quels que soient leur rang et leur position officielle ou non officielle, ne représentent pas le peuple, ne parlent pas en son nom, ne s'appuient pas sur son soutien, et n'ont aucun pouvoir de l'engager à quoi que ce soit ; ils peuvent prendre, mais ils ne peuvent donner. C'est le droit de chaque Égyptien, et c'est un devoir pour chaque Égyptien, de prendre pour sa patrie tout l'avantage qu'il peut ; mais aucun Égyptien, quel qu'il soit, n'a le droit d'engager sa patrie, ni de céder la moindre part de ses avantages, sauf avec le consentement de cette patrie elle-même, exprimé par un parlement véritable, librement et

ouvertement élu.